

Décision n° 2018-394

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
et refusant de survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2018-373 du 13 septembre 2018, autorisant le tournage du documentaire intitulé « L'Oeil des Minuscules » dans le cœur du parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 03 octobre 2018 par Monsieur CHABANIER Gabriel, producteur Flair Production,

Considérant que le demande porte sur l'organisation d'un voyage de presse destiné à la promotion du tournage de « L'Oeil des Minuscules », et qu'à ce titre que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « *5° information ou retransmission d'activités et de manifestations autorisées* »,

Décide :

Article 1 :

Les personnes désignées à l'article 2 de la présente, ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisées aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel et à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Article 2 :

Les bénéficiaires de la présente autorisation sont :

- BOUCHE Eric, journaliste Télé Star ;
- DUBOC Timothée, journaliste Pèlerin Magazine ;
- FERRE Marie-Charlotte, chargée de communication ARTE France ;
- GEFFRAY Emilie, journaliste Le Figaro / TV Mag ;

Article 3 :

Cette autorisation est accordée pour les dates du lundi 08 et du mardi 09 octobre 2018, sur les sites suivants :

- vallée de la Tinée
- vallon de Mollière

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre notamment, la poursuite de toute espèce animale est interdite.

3.2. Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du parc national. A ce titre, les bénéficiaires sont tenus de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc. Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

3.3. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire à l'interdiction de survol à moins de 1000 mètres du sol d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

Article 5 : prescriptions particulières à la circulation et au stationnement des véhicules terrestres à moteur dans le cœur du parc national

5.1. La présente décision vaut autorisation de circuler et de stationner avec un véhicule terrestre à moteur sur la piste de Salèse, jusqu'à l'espace de stationnement situé sous le col, côté Saint-Martin-Vésubie.

5.2. La présente autorisation est délivrée au profit de deux véhicules maximum.

5.3. La circulation et le stationnement hors piste sont interdits.

5.4. Le ou les véhicule(s) utilisé(s) pour circuler et stationner sur la piste devra obligatoirement être identifié par la copie de la présente décision, dont la première page sera positionnée en évidence derrière les pare-brise.

Article 6 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du voyage de presse.

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises au titre de cette réglementation ou auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 7 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 8 :

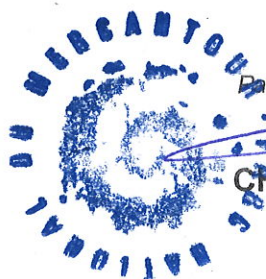
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 9 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 4 octobre 2018



Le Directeur du
Parc national du Mercantour

CHRISTOPHE VIRET